



L'ancien directeur de l'OMC, le Français Pascal Lamy, a été espionné par les services britanniques en 2009, selon le journal Le Monde.

© Maxim Shemetov/Reuters

GENÈVE

«Tous les dirigeants des organisations internationales sont espionnés»

Pascal Lamy, l'ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a été écouté par les services secrets britanniques. C'est l'une des révélations du Monde basées sur des documents d'Edward Snowden

2 minutes de lecture

Simon Petite

Publié jeudi 8 décembre 2016 à 00:00.

Les grandes oreilles américaines et britanniques s'étendent jusqu'à Genève. L'ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Français Pascal Lamy, a été espionné à la fin de son premier mandat en 2009. C'est l'une des révélations du Monde jeudi, qui a eu accès à des documents de l'ancien contractant de la NSA américaine Edward Snowden. «Tous les dirigeants d'organisations internationales savent qu'ils ont le privilège d'être espionnés par tout le monde sans pouvoir espionner quiconque, ironise Pascal Lamy. Cela évite les cas de conscience, et cela permet de se croire important.»

Le journal a travaillé sur des relevés d'interceptions datant du début de l'année 2009. Des recherches menées en collaboration avec le site américain The Intercept, auquel Edward Snowden, aujourd'hui réfugié en Russie, a transmis tous ses documents. Ce travail d'enquête montre que l'Afrique et les intérêts français sur le continent ont été l'objet d'une attention particulière de la part des services de renseignement britannique et américain. En analysant ces relevés, il est apparu que les e-mails et les conversations de téléphoniques de Pascal Lamy étaient interceptés par le service de renseignements électronique du Royaume-Uni (GCHQ).

Redoubler de précautions

Toujours selon le Monde, les agents britanniques cherchaient à connaître les positions du directeur de l'OMC, afin de mieux préparer une réunion du G20 en avril 2009, alors présidé par le Premier ministre Gordon Brown. D'autres Français occupant des positions stratégiques au sein des organisations internationales auraient été visés. Ce qui pose la question d'autres cibles à Genève, qui concentre un nombre inégalé d'institutions internationales.

Au bout du lac, ces nouvelles informations ne surprennent pas. Depuis les premières révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage de masse américain, les organisations internationales disent avoir pris des mesures pour tenter de garder leurs données sensibles à l'abri des oreilles indiscretes. «Nous mettons régulièrement à jour nos systèmes de protection», explique Ewan Watson, chef des relations publiques du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les délégués font remonter des informations sensibles, comme des rapports de visites de prison ou des témoignages de victimes de guerre avec toutes leurs données personnelles. Des informations, qui, si elles tombaient dans les mains des gouvernements concernés, mettraient immédiatement en danger ces personnes. Le Haut-commissariat aux droits de l'homme recourt, lui, à des systèmes cryptés, notamment pour son travail sur la Corée du Nord ou la Syrie.

À propos de l'auteur

Simon Petite
@simonpetite

Journaliste, spécialiste de la Genève internationale

Abonnez-vous au Temps !

Consultez tous nos articles et bénéficiez des avantages abonnés.

DÉCOUVRIR NOS ABONNEMENTS

Suivez toute l'actualité du Temps sur les réseaux sociaux

FACEBOOK

TWITTER

YOUTUBE